

Accord professionnel
SANITAIRE, SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL
(ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES À BUT NON LUCRATIF)

AVENANT N° 1 DU 6 MAI 2014
À L'ACCORD DU 11 MARS 1996 RELATIF À LA CRÉATION
D'UNE COMMISSION PARITAIRE DE BRANCHE
NOR : ASET1451014M

A la suite de la publication de l'arrêté du 27 décembre 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans les activités sanitaires, sociales et médico-sociales à but non lucratif, les partenaires signataires du présent avenant ont décidé de modifier les articles III, IV, V, VI et VII de l'accord de branche du 11 mars 1996.

Article 1^{er}

Objet

Les dispositions de l'article III sont abrogées et remplacées par :

« Article III

Objet

La commission paritaire nationale de négociation a pour mission notamment de négocier des accords de branche étendus couvrant les entreprises de son champ d'application. »

Article 2

Statut des accords

Les dispositions de l'article IV sont abrogées et remplacées par :

« Article IV

Statut des accords

Les accords négociés en commission paritaire nationale de négociation feront l'objet d'une procédure d'agrément et d'extension. »

Article 3

Composition de la commission paritaire de branche

Les dispositions suivantes de l'article V sont abrogées :

« La commission est composée des organisations d'employeurs membres de l'UNIFED et d'une délégation permanente de trois membres dûment mandatés par chaque organisation syndicale salariée représentative.

La présidence de la commission est assurée par l'UNIFED qui en assure le secrétariat. »

Elles sont remplacées par les dispositions suivantes.

« La commission paritaire de branche est composée de 3 membres dûment mandatés par organisation syndicale de salariés représentative dans la branche et autant de représentants des employeurs.

La présidence de la commission est assurée par l'UNIFED qui en assure le secrétariat. »

Article 4

Frais des organisations syndicales

Les dispositions de l'article VII sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article VII

Frais des organisations syndicales

Pour ces représentants, le temps passé aux réunions de la CPB ou des commissions techniques paritaires est considéré comme du temps de travail effectif et payé comme tel. Il n'est pas imputable sur les crédits d'heures des institutions représentatives du personnel.

Chaque CPB ouvre droit à un jour d'autorisation d'absence rémunéré pour la préparation de ladite réunion, ce temps de préparation incluant les temps de déplacement.

La couverture accident du travail des représentants des organisations syndicales de salariés est assurée par chaque employeur. L'organisation employeur des salariés qui participeront à ces réunions de négociation devra être informée au moins 7 jours avant l'absence du salarié.

Chaque organisation syndicale de salariés représentée recevra une indemnisation forfaitaire de 350 € par réunion de CPB ou de commissions techniques paritaires.

Les organismes employant des délégués des organisations syndicales de salariés accorderont à ces derniers les autorisations d'absence pour assister à ces commissions paritaires dans les conditions prévues par la convention collective appliquée dans l'organisme.

Lorsque l'organisme n'applique aucune convention collective, les représentants des organisations syndicales dûment mandatés bénéficient d'une autorisation d'absence de 1 jour pour assister à la réunion. »

Article 5

Fonctionnement

Les dispositions de l'article VI sont complétées de la manière suivante :

« Lors des convocations aux commissions paritaires, l'ensemble des documents est envoyé à toutes les organisations syndicales représentatives. »

Article 6

Dispositions diverses

Il est ajouté un article IX prévoyant les dispositions suivantes :

« Article IX.1

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée à compter de son entrée en vigueur.

Article IX.2

Révision

Le présent accord est révisable au gré des parties. Toute demande de révision par l'une des parties signataires est obligatoirement accompagnée d'une rédaction nouvelle concernant le ou les articles soumis à révision et notifiée par lettre recommandée avec avis de réception ou contre décharge à chacune des parties signataires.

Au plus tard dans le délai de 3 mois à partir de la réception de cette lettre, les parties doivent s'être rencontrées en vue de la rédaction d'un nouveau texte. Le présent accord reste en vigueur jusqu'à la conclusion du nouvel accord. Les articles révisés donnent lieu à des avenants qui, s'ils sont agréés, auront les mêmes effets que l'accord initial.

Article IX.3

Formalités de dépôt et de publicité

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Article IX.4

Agrément

Le présent accord et les avenants qui viendraient à être conclus sont présentés à l'agrément dans les conditions fixées à l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles.

Article IX.5

Extension

Les parties conviennent qu'elles demanderont l'extension du présent avenant en vue de le rendre applicable à tous les établissements, entreprises et services concernés par le champ d'application.

Article IX.6

Date d'effet

Le présent accord entrera en vigueur à la condition de l'obtention de son agrément ministériel conformément aux dispositions de l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles.

Il prendra effet au lendemain de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'agrément.

Les partenaires sociaux considèrent, par souci de cohérence et d'unicité, que la condition suspensive liée à l'agrément ministériel s'appliquera à toutes les entreprises et tous les établissements de la branche indépendamment du secteur d'activité concerné, social, médico-social ou sanitaire.

Il n'apparaît, en effet, pas envisageable aux partenaires sociaux de permettre que l'accord puisse s'appliquer dans les différentes entreprises et établissements relevant de la même branche de manière différée ou décalée dans le temps, voire ne s'appliquer que dans certaines entreprises ou dans certains établissements en cas de refus définitif d'agrément. »

Fait à Paris, le 6 mai 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UNIFED.

Syndicats de salariés :

CFTC ;

FNSS CFDT ;

FFASS CFE-CGC.